

Penelopegate : Fillon résiste, les sarkozystes ouvrent clairement les hostilités



Le week-end qui s'ouvre s'annonce décisif pour la candidature de François Fillon.

Avec Anita
Hausser

Dans les Ardennes, le candidat a clamé son intention de « tenir ferme » et il a tenté de montrer que « c'est la droite qu'on attaque à travers lui »... Les salles sont pleines mais le candidat se fait aussi insulter. Son déplacement a aussi été émaillé d'incidents. Si la majorité des élus L.R. demeure dans l'expectative, des voix s'élèvent pour réclamer la réunion des instances dirigeantes du Parti afin de décider de la suite à donner à la campagne présidentielle. Et ces voix émanent toutes du camp sarkozyste. L'expectative est générale, et pour l'heure, seuls des fidèles de l'ancien président de la République montent au front pour réclamer le retrait de l'ancien Premier Ministre de la course présidentielle. Une hypothèse que François Fillon soutenu par ses fidèles, rejette totalement. Le candidat qui a reçu le message de ceux qui lui ont « très fortement » conseillé de faire plus de terrain, d'aller davantage à la rencontre des Français, a aussi modifié son discours ,expliquant qu'il « comprend le trouble » des électeurs, avant d'ajouter : « Ce n'est pas la justice que l'on cherche mais à me casser. Et au-delà de ma seule personne, à casser la droite, à lui voler son vote... Quitte à casser l'alternance, quitte à casser la volonté de redresser notre pays, quitte à malmener la démocratie... » Des propos qui parlent à un électorat assoiffé d'alternance politique mais qui ne font pas taire ceux qui estiment qu'il est temps de changer de braquet... et de candidat.

L'offensive était programmée depuis le début de la semaine ; elle a démarré timidement lors de la réunion des parlementaires autour de François Fillon, mercredi matin. C'est le député du Rhône Georges Fennec qui est monté au créneau ce jour-là en répliquant à François Fillon qui demandait quinze jours de répit, le temps que la justice prenne une décision que « quinze jours, dans une campagne électorale, c'est une éternité ». Isolé pendant la réunion, Georges Fennec est allé plus loin en déclarant un peu plus tard que le résultat de la primaire était « caduc », au vu des événements... et il demande la convocation en urgence d'un Conseil National de les Républicains pour désigner un autre candidat. De son côté, le député juppéiste Philippe Gosselin lui embrayait le pas à l'Assemblée en lançant, lui, un appel à Alain Juppé, lui demandant de « réfléchir ». Son appel étant dans un premier temps resté lettre morte, (la direction du parti l'aurait menacé de lui retirer son investiture), Georges Fenech a écrit aux parlementaires pour qu'ils signent un appel à la « convocation d'un Conseil national extraordinaire des Républicains pour que notre famille politique reprenne son destin en mains à l'approche des grandes échéances nationales ».

L'information a été divulguée par « Marianne » qui précise que dans ce courrier, Georges Fennec écrit que « les derniers événements judiciaires remettent en cause la légitimité du candidat issu des élections primaires pour porter le projet présidentiel » et il plaide pour qu'un nouveau candidat soit désigné pour [remplacer François Fillon](#). Hier, l'ancien porte-parole du parti, le député du Nord Sébastien Huyghe, a également donné de la voix ; il réclame, lui aussi la convocation des instances du Parti : d'abord un Bureau politique, puis le Conseil national pour soit confirmer la candidature de François Fillon, (hypothèse peu probable si on devait en arriver à ce stade), soit désigner un nouveau candidat. C'est François Baroin qui a sa préférence. Problème : le sénateur maire de Troyes qui a la faveur des sarkozystes, notamment parce qu'il « coche la case générationnelle » face à Emmanuel Macron et Benoit Hamon, a

signé, tout comme Jean-Pierre Raffarin, Gérard Larcher, Bernard Accoyer, Jean-François Copé, Bruno Le Maire, Nathalie Kosciusko-Morizet la tribune de soutien à François Fillon, dénonçant « sa mise au pilori médiatique et politique. Pour y parvenir, tous les coups sont permis : on jette aux loups un homme, sa femme, ses enfants, ses collaborateurs, sans attendre leurs arguments ni entendre leur défense. Tous les jours sont déversées sur la place publique rumeurs, approximations, calomnies... le sort de la France nous inquiète, tant cette tentative de mise à mort vise à installer un face à face mortel: celui entre la gauche et le Front national, entre l'imposture et l'aventure, entre ceux qui ont échoué et ceux qui échoueront». Et François Fillon doit se rendre à Troyes en début de semaine ...Ce qui ne décourage pas ceux qui veulent empêcher sa candidature d'aller à son terme.

A la voix de Henri Guaino, ennemi juré de François Fillon, qui a déclaré sur BFM que « Fillon doit se retirer, sinon les L.R. n'auront pas de candidat aux présidentielles », est venue s'ajouter de Daniel Fasquelle. Le député maire du Touquet, qui occupe les fonctions de trésorier de L.R, et qui est l'homme du redressement des finances du parti, attaque François Fillon sur la question sensible des finances ... de son micro parti, Force Républicaine. Il lui reprochant de continuer de récolter des fonds pour cette structure « contrairement à ce qui avait été convenu ...Cela n'a aucun sens, c'est absolument incompréhensible et cela doit cesser. Le parti est au service du candidat ». Or, Daniel Fasquelle le sait bien, les micro partis servent à récolter des financements légaux....Alors que les défections individuelles continuent, la liste des signataires à la pétition de soutien s'allonge également .Les fillonistes espèrent que le temps joue pour eux et que le candidat pourra prouver que l'embauche d'un membre de sa famille n'est pas illégale; s'appuyant sur les effets dévastateurs de cette affaire dans l'opinion, les sarkozystes veulent aller vite ;les prochains sondages pèseront lourd en début de semaine avec une interrogation sur les effets de la diffusion du reportage d'Envoyé Spécial, totalement à charge commenté avec un ton accusateur d'un procureur...